

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

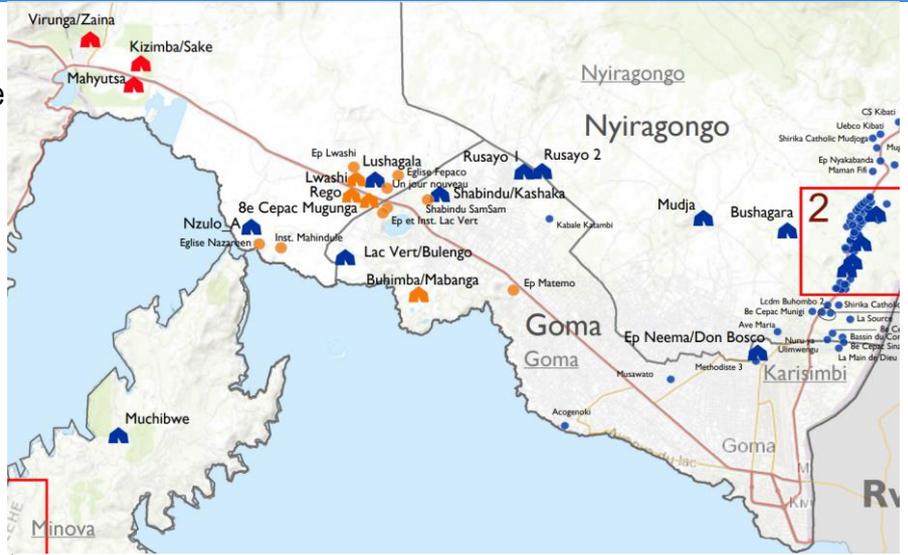
Lieu de l'ERM : Sites des déplacés situés dans les ZS de Nyiragongo, Goma et Karisimbi



Contexte

Description de la crise

Des affrontements entre M23 et les FARDC en territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi ne cessent de provoquer des déplacements continus des civils vers les zones sécurisées. Selon OCHA, les combats entre le M23 et les forces gouvernementales, FARDC avec les WAZALENDO se sont intensifiés depuis le mercredi 7 février 2024, plus précisément autour de Sake, entraînant et rendant l'accès aux bénéficiaires impossible compte tenu de la contrainte sécuritaire et paralysant les activités du projet autour de la cité de SAKE. Plusieurs camps de déplacés (spontanés et officiels) ont été inondés des déplacés, dont principalement le camps de Lushagala, Rego, Lac vert, Buhimba, Nzulo, Rusayo 2, Lwashi, etc. Les récents recensements menés par le CCCM dans les différents sites des déplacés ont fait état de 46 151 ménages supplémentaires qui se sont ajoutés entre 7 et 27 février 2024. Les activités des projets humanitaires autour de la cité de Sake sont paralysées en raison des affrontements, limitant ainsi la capacité des organisations humanitaires à répondre efficacement aux besoins des populations affectées.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	5037	5037	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/02/2024	09/02/2024	
Date de fin de crise	#NOMBRE!	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	24265	1177	
Taille moyenne ménages	6,3	-	
Accès physique	Moto		
Accès sécuritaire	Non		
Présence de la MONUSCO	Non		
Incidents au cours des 2 dernières semaines	les accidents routiers se sont manifestés sur la route entre deux sites de REGO et LWASHI, les cas de tueries entre les Wazalendo		
Couverture tél.	100%	(estimation)	

Source : équipe d'évaluation

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
 RDS: Revue de données secondaires
 GDC: Groupe de discussion communautaire
 OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

1. Déplacements massifs de civils : Les affrontements ont entraîné des déplacements continus des civils vers des zones sécurisées (Goma, Minova, etc.), mettant en danger leur sécurité et leur bien-être.

2. Accès humanitaire restreint : Les combats ont rendu l'accès aux bénéficiaires difficile voire impossible en raison des contraintes sécuritaires, entravant ainsi la capacité des organisations humanitaires à fournir une assistance vitale.

3. Augmentation des populations déplacées : Les nombreux afflux de personnes déplacées vers les camps ont submergé les capacités d'accueil, entraînant une augmentation significative du nombre de ménages déplacés et mettant sous tension les ressources disponibles.

4. Paralysie des activités humanitaires : Les activités des projets humanitaires, notamment autour de la cité de Sake, ont été paralysées en raison des affrontements, limitant ainsi la capacité des organisations humanitaires à répondre efficacement aux besoins des populations affectées.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	16%	13%
6-17 ans	19%	21%
7 mois-5 ans	13%	13%
0-6 mois	3%	2%
Total	51%	49%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	69%
Nutrition	14%
Abris	12%
Articles ménagers essentiels (AME)	16%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	15%
Santé	7%
Education	1%
Nourriture	21%
Moyens de subsistance	2%
Protection	2%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%
Communication	1%
Cash (inconditionnel)	4%
Autre	1%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	24008				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	3%	2%	20%	-	75%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	5%	-	23%	-	77%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	1%	16%	-	-	51%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	71%	-	-	-	29%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	81%	-	17%	-	2%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	85%	-	15%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	0%	92%	4%	0%
	Promiscuité dans les abris					81%
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	0%	5%	23%	72%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	14%	8%	4%	54%	36%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	3%	-	15%	-	82%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	1%	10%	75%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	46%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	85%	-	-	-	15%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	86%	-	-	-	14%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	20%	-	-	-	0%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	17%	-	19%	-	63%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours					79%

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Les perspectives d'évolution de cette crise restent préoccupantes alors que les combats s'intensifient autour de Sake et se propagent vers le sud de la province jusqu'à Bweremana. Cette escalade des hostilités risque d'entraîner de nouveaux déplacements massifs de populations et de perturber les opérations humanitaires dans des zones supplémentaires. La situation sécuritaire instable rend difficile la prédiction de l'ampleur et de la durée de la crise. Il est essentiel que les acteurs humanitaires demeurent vigilants et prêts à répondre aux besoins croissants des populations affectées.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

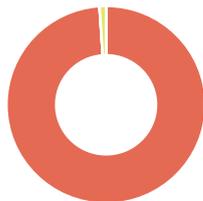
	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	55%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	13%
Vouchers / foires	1%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	71%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	11%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée) ³
	Fréquence max. possible: 11
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	0
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	3
Abris	3
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	11
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	11
Santé	5
Education	0
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	0
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



% estimé de ménages par statut

	EM	IC	RDS/GDC
■ Déplacés	99%	65%	
■ Retournés	0%	17%	
■ Communauté hôte / autochtones	0%	17%	
■ Réfugiés	1%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	24008	768	
Retournés	0	202	
Communauté hôte / autochtones	0	202	
Réfugiés	257	3	
Rapatriés / expulsés	0	3	

Analyse des mouvements de population

Le mouvement des populations dans cette crise est caractérisé par une dynamique complexe et fluctuante, influencée par plusieurs facteurs :

1. Déplacements massifs : Les affrontements entre le M23 et les FARDC ont entraîné des déplacements massifs de populations, avec de nombreux civils fuyant les zones de conflit pour chercher refuge dans des zones plus sûres.
2. Déplacements temporaires : Malgré l'insécurité persistante, certaines personnes originaires de Sake tentent des retours temporaires dans leur cité natale pour récupérer des biens essentiels et se ressourcer, avant de retourner dans les camps de déplacés.
3. Besoins de sécurité : Les déplacements des populations sont motivés par le besoin de sécurité, les civils cherchant à échapper aux violences et à trouver un environnement plus sûr pour leur famille.
4. Impact sur les communautés hôtes : Les déplacements massifs de populations peuvent mettre sous tension les ressources et les infrastructures des communautés hôtes, augmentant les besoins humanitaires dans ces zones.
5. Besoins humanitaires : Le mouvement des populations met en évidence les besoins humanitaires urgents, notamment en matière de protection, d'abris, de nourriture (sécurité alimentaire), d'eau et d'assainissement, ainsi que de soins de santé et Nutrition.

En résumé, le mouvement des populations dans cette crise est influencé par la recherche de sécurité, les besoins humanitaires et les dynamiques sociales et économiques locales, nécessitant une réponse humanitaire coordonnée et adaptée pour répondre aux besoins des populations affectées.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée 24265 1177

Taille moyenne des ménages (EM) 6,3 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte) 100% 483% #REF!

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil 0% (Réponse IC majoritaire) quelques-uns (moins de la

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée 0 - #REF! #REF!

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	
Retournés	
Communauté hôte / autochtones	
Réfugiés	
Rapatriés/Expulsés	
Total	

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aiguë Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aiguë Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aiguë Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	1	1%	1	1%
	115-125 mm	12	24%	14	13%	26	17%
	>125 mm	39	76%	90	86%	129	83%
	MAG	12	24%	15	14%	27	17%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	5	7%	0	0%	5	3%
	115-125 mm	18	26%	10	11%	28	18%
	>125 mm	46	67%	81	89%	127	79%
	MAG	23	33%	10	11%	33	21%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	5	4%	1	1%	6	2%
	115-125 mm	30	25%	24	12%	54	17%
	>125 mm	85	71%	171	87%	256	81%
	MAG	35	29%	25	13%	60	19%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	0%				
	185-230 mm	22	15%				
	>230 mm	121	85%				
	MAG	22	15%				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	38	67
	115-125 mm	44	92
	MAG	82	159
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	51	117
	115-125 mm	46	102
	MAG	97	219
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	89	0
	115-125 mm	90	194
	MAG	179	378
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	43	
	185-230 mm	47	
	MAG	90	

Analyse Nutrition

Les résultats de l'évaluation montrent une disparité significative entre les données recueillies par les données d'enquêtes ménages et celles rapportées par les informateurs clés.

Pour les enfants de moins de cinq ans :

- Selon la mesure anthropométrique, le taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) est de 2%, le taux de malnutrition aiguë modérée (MAM) est de 17%, ce qui donne un taux de malnutrition globale (MAG) de 21%.

- Cependant, les informateurs clés rapportent des taux beaucoup plus élevés, avec un taux de MAS de 49% et un taux de MAM de 51%.

Pour les femmes enceintes ou allaitantes (FEFA) :

- La mesure anthropométrique indique un taux de MAS de 0% et un taux de MAM de 15%.

- En revanche, les informateurs clés signalent des taux de MAS de 48% et de MAM de 52%.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		7	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	26%	0	
Agriculture de subsistance	6%	0	
Agriculture de rente	1%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	1%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	6	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	1%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	1%	2	
Aucune	49%	1	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	18%	-	
Non	82%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	51%	-	
Non	49%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	37%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	23%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	2%	-	
Autre	1%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	36%	7	
Non	64%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	7	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
		7	
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM)²			
Production personnelle	27%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	10%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	20%	-	
Marché	7%	-	
Travail pour de la nourriture	25%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	1%	-	
Achat auprès d'un voisin	2%	-	
Petit commerce	7%	-	
Vente de braises/charbon, etc	6%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	4%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	6%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	8%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	12%	-	
Autre	1%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	75%	-	5
1-2 semaines	20%	-	3
3-4 semaines	2%	-	
Plus de 4 semaines	3%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)⁴			
Acceptable (>42)	5%	-	1
Limite (>28)	23%	-	3
Pauvre (≤28)	77%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)⁵			
Durable (<4)	1%	-	1
Sous pression (<19)	16%	-	3
Crise / urgence (≥19)	82%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Ces résultats mettent en lumière une situation préoccupante en ce qui concerne les moyens de subsistance et l'accès à la nourriture parmi la population déplacée. Près de la moitié (49%) des déplacés n'ont actuellement aucune activité de subsistance, tandis que 26% pratiquent des travaux journaliers pour survivre. De plus, la grande majorité (82%) déclare ne pas avoir accès à la terre pour cultiver, ce qui limite leurs possibilités de production alimentaire. Les informateurs clés confirment que la plupart des cultures et élevages ont été endommagés ou pillés en raison du conflit, aggravant ainsi la crise alimentaire. De plus, près de la moitié des déplacés n'ont pas accès à un marché fonctionnel, principalement en raison de son inaccessibilité géographique ou de la cherté des produits. Bien que certains services, tels que le mobile money, soient disponibles, la faim reste un problème majeur dans les sites de déplacés en raison de l'accès limité à la nourriture. Les principales sources d'acquisition alimentaire sont la production personnelle, le travail en échange de nourriture et les aides humanitaires. Malgré cela, 75% des enquêtés déclarent ne pas avoir de réserve alimentaire dans leur ménage, et le nombre moyen de repas par jour est d'une fois seulement. De plus, le score de consommation alimentaire indique une prédominance d'aliments pauvres en nutriments, ce qui souligne les défis persistants en matière de sécurité alimentaire. Enfin, le niveau de sévérité élevé (niveau 5) de l'Indice des Stratégies de Survie Simplifié (rCSI) chez 82% des ménages enquêtés souligne l'urgence d'interventions pour répondre aux besoins alimentaires et économiques de la population déplacée et pour atténuer les effets de la crise humanitaire.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		7	

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%	-
En famille d'accueil	0%	-
Dans un site spontané	93%	-
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	4%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)

Beaucoup (plus de la moitié des ménages)

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)

Maison (construction durable)	0%	0
Maison (construction non-durable délabrée)	2%	0
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	92%	7
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0
Ecole transformée en centre collectif	-	0
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	0%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)

Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)

Oui	81%	-	Sévérité 5
Non	17%	-	
Ne sait pas	0%	-	

Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5



Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%	2
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	0%	3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%	
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	91%	4
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	4%	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	
		5

Analyse Abris

Les résultats des enquêtes montrent une situation alarmante pour les ménages déplacés. Plus de la moitié d'entre eux vivent dans des abris d'urgence, ce qui est confirmé par les informations fournies par les informateurs clés. 92% des déplacés occupent des abris d'urgence, tandis que seulement 2% sont hébergés dans des maisons délabrées. De plus, il y a une forte promiscuité dans ces abris, avec 81% des déplacés vivant dans des conditions de surpeuplement. La grande majorité des déplacés, soit 93%, se trouvent dans des sites spontanés, ce qui indique une concentration élevée de personnes déplacées dans des zones qui ne sont même pas équipées pour répondre à leurs besoins fondamentaux.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)			
Oui	7%	-	
Non	90%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Score card AME			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	0%	-	2
2 – 2.9	5%	-	3
3 – 3.9	23%	-	4
4 – 5	72%	-	5

Analyse AME

Les résultats révèlent une faible utilisation des kits d'hygiène menstruelle parmi les femmes déplacées, avec seulement 10% d'entre elles déclarant les utiliser, ceci est dû à la non disponibilité de ces Kits. Cette situation souligne un besoin crucial d'interventions visant à fournir des kits d'hygiène menstruelle aux femmes déplacées, afin de garantir leur hygiène et leur santé menstruelle.

Quant au score card de sévérité des Articles Ménagers Essentiels (AME), il est alarmant de constater que 72% des ménages présentent un score maximal de 5. Cela indique une sévérité élevée dans la privation d'articles ménagers essentiels, ce qui peut affecter considérablement la qualité de vie et le bien-être des ménages déplacés. Cette situation souligne un besoin urgent d'interventions pour fournir aux ménages les articles ménagers de base nécessaires pour assurer leur dignité, leur hygiène et leur confort au quotidien.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		13	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	501	
Robinets public / bornes fontaines	-	501	
Puits à pompe / forage	-	501	
Puits creusé aménagé	-	501	
Source naturelle aménagée	-	501	
Source naturelle non-aménagée	-	501	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	501	
Camion-citerne	-	501	
Charrette avec petite citerne	-	501	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	501	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	127	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	37%	-	1
Source non-améliorée	8%	-	3
Eau de surface	54%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	46%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	28%	-	
De 31 minutes à 2 heures	54%	-	
Plus de 2 heures	18%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	2%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	64%	13	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	27%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	7%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	2%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	26%	0	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	4%	0	
L'eau est trop chère	10%	11	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	30%	13	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	3%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		13	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	36%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	24%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	36%	-	
Les filles de moins de 18 ans	40%	-	
Ne sait pas	8%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	14%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	8%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	1%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	4%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	2%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	54%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	36%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	3%	-	1
Oui, eau seulement	15%	-	3
Non	82%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
		Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	83%	-	
Non	15%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	46%	-	
Non	52%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	13	
Eau stagnante	-	3	
Déchets solides domestiques	-	13	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	0	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		13	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	1%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	10%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	75%	-	5

Analyse EHA

Les résultats de l'enquête révèlent une situation alarmante en ce qui concerne l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux pratiques d'hygiène, ce qui entraîne des conséquences néfastes sur la santé des enfants de moins de cinq ans.

Le taux élevé de maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de cinq ans, soit 46%, est particulièrement préoccupant et pourrait être largement attribué à la qualité de l'eau et à des pratiques d'hygiène inadéquates. En effet, la majorité des déplacés utilisent de l'eau de surface, ce qui est souvent contaminée et peu sûre pour la consommation. De plus, un pourcentage significatif de la population n'a pas accès à suffisamment d'eau pour boire, ce qui pourrait entraîner une déshydratation et une augmentation du risque de maladies diarrhéiques.

Le fait que plus de 83% des déplacés ne disposent pas de leurs propres latrines et doivent partager une latrine entre plusieurs ménages est un autre problème majeur. Cette promiscuité et le recours à la défécation à l'air libre augmentent le risque de contamination environnementale et de transmission de maladies diarrhéiques.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

13

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	57%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	3%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	38%	-
Autre	1%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	59%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	3%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	37%	-
Autre	1%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	40%	-
Entre 1 heure et 2 heures	48%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	9%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	3%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	13
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	0
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		13	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	13	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	13	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	3	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	46%	-	3
Fièvre	47%	-	
Toux	38%	-	
<i>Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</i>			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)			
Oui	38%	-	
Non	48%	-	
Ne sait pas	1%	-	
			
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :			
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)			
Paludisme	91	91	
Infection Respiratoire Aigue	67	67	
Diarrhées aiguës	101	101	
Typhoïde	0	55	
Malnutrition aigue globale	162	162	
Rougeole	0	0	
Choléra	53	53	
Fièvre jaune	0	0	
Fièvre hémorragique	0	0	
Autre	0	0	
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque modéré	
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque modéré	
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)		Oui, beaucoup	

Analyse Santé

Les résultats obtenus auprès des informateurs clés et des enquêtes ménages fournissent un aperçu significatif des pratiques de santé au sein de la population déplacée.

Il est observé que la plupart des déplacés, tant hommes que femmes, fréquentent régulièrement les centres de santé pour obtenir des soins de santé. De plus, la majorité des femmes accouchent à domicile, souvent assistées par une femme sage. Il est également noté que la distance vers les structures de santé les plus proches est généralement de moins de 2 heures de marche, facilitant ainsi l'accès aux soins.

Cependant, les principaux obstacles à l'accès aux soins de santé sont le manque de moyens financiers et les pénuries de médicaments dans les établissements de santé. Les maladies les plus courantes chez les enfants de moins de 5 ans sont le paludisme, les diarrhées, la malnutrition et les infections respiratoires aiguës (IRA), selon les informateurs clés.

Enfin, il est préoccupant de noter que seulement 6% des ménages dorment sous une moustiquaire, ce qui accroît le risque de paludisme. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer l'accès aux soins de santé, de garantir un approvisionnement adéquat en médicaments et de promouvoir l'utilisation de moustiquaires pour prévenir les maladies transmissibles, en particulier le paludisme, au sein de la population déplacée.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		10	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	15%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	#DIV/0!	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	14%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	20	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	24	-	
Nombre total de personnes âgées	7	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)

²

Rien à signaler / Pas de problème
Meurtre
Mutilations / coups et blessures
Violences intercommunautaires
Violences sexuelles
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement
Blessés / morts dus aux mines
Mariage forcé / précoce
Violences conjugales
Séparation des familles
Pillage / vol / cambriolage
Pillage du bétail
Arrestations arbitraires
Harcèlement ou divulgation de renseignements
Recrutements / enrôlements forcés
Démobilisation d'acteurs armés
Travaux forcés
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
0	0	2	2
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	3
0	0	0	3
0	0	0	0
0	0	0	0
0	2	0	0
0	2	0	3
6	8	5	5
5	3	3	0
0	0	0	0
0	0	3	0
2	8	5	5
0	0	3	0
0	0	0	0
5	0	0	3
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	14%	-
Déni d'accès à des services	2%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	3%	-
Pas de cas dans le ménage	73%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	5%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	12%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	2%	-
Pas de cas dans le ménage	79%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	6%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		10	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	75%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	5%	-	
Viol	5%	-	
Agression sexuelle	6%	-	
Violence physique ou harcèlement	11%	-	
Mariage forcé	2%	-	
Déni d'accès à des services	1%	-	
Abus psychologique / émotionnel	4%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Ne sait pas	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	3	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	7	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	0	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	2	
Accaparement des terres	-	3	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	3	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	3	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	3	
Ne sait pas	-	2	
Autre	-	0	

Analyse Protection

- Personnes handicapées : 86% des enquêtés confirment la présence de personnes handicapées parmi les déplacés, totalisant 51 personnes au total.
- Relations avec les communautés hôtes : La majorité de la communauté hôte est disposée à aider les déplacés pour une durée nécessaire, bien que des tensions commencent à apparaître dans certaines communautés. Cependant, des mécanismes de médiation communautaire sont en place pour gérer ces tensions.
- Violences basées sur le genre (VBG) : 79% des enquêtés rapportent l'absence d'incidents subis par les membres féminins des ménages. Cependant, des cas de violence physique, de harcèlement, de travaux forcés et de refus d'accès à des services ont été signalés par une partie des enquêtés.
- Tensions sociales et accès à la terre : Des tensions sont observées concernant la propriété et l'accès à la terre, notamment en raison de l'accaparement des terres, de l'occupation des champs/maisons par des hommes armés, de la rareté des terres pour les activités agricoles, et des tensions sociales liées à la gestion des biens.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		9	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	17%	-	1
Plus de 1 heure	19%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	63%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	7%	-	
Non	88%	-	
Ne sait pas	5%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	5	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	74%	-	
Filles (Primaire)	80%	-	
Garçons (Secondaire)	77%	-	
Filles (Secondaire)	85%	-	
Total	79%	-	5
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	18%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	71%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	8%	-	
Enfant jamais allé à l'école	2%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	4	4
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	0
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	5	5
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
4	4
0	0
0	0
0	0
5	5
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	0%
Avant la crise	-	0%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	0%
Avant la crise	-	0%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	0
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	0

Analyse Education

Ces résultats mettent en lumière plusieurs obstacles majeurs à l'accès à l'éducation pour les enfants déplacés.

1. Fréquentation scolaire : 19% des enfants manquent plus d'une journée d'école par semaine. 63% des ménages enquêtés rapportent que les enfants ne vont pas à l'école en raison de l'absence d'écoles fonctionnelles, une observation soutenue par la majorité des informateurs clés.
2. Occupation des écoles par des forces armées : 88% des écoles primaires sont occupées par des personnes armées, tandis que seulement 7% ne le sont pas.
3. Non-inscription à l'école : Selon les informateurs clés, plus de la moitié des enfants âgés de 6 à 11 ans ne sont pas inscrits à l'école.
4. Sévérité du score de non-scolarisation : Le score de sévérité est évalué à un niveau 5, comme l'indiquent 79% des enquêtés. Ce taux de sévérité est plus élevé chez les filles que chez les garçons.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		11	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Oui	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	69%	-	
Nutrition	14%	0	
Abris	12%	11	
AME	16%	0	
EHA	15%	2	
Santé	7%	5	
Education	1%	0	
Nourriture	21%	11	
Moyens de subsistance	2%	0	
Protection (y compris la sécurité)	2%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%	0	
Communication	1%	0	
Cash	4%	0	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	0	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	0	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	3	
Abris	-	3	
AME	-	11	
EHA	-	11	
Santé	-	5	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	55%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	13%	-	
Vouchers / foires	1%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	71%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	11%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	3%	-
Où recevoir l'assistance	67%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	67%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	10%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	11%	-
Comment donner son feedback	3%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	7%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	6%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	3%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

	EM (% de ménages)	IC
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	26%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	71%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	22%	-
SMS	5%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	3%	-
Crieurs publics avec mégaphones	11%	-
Au travers des leaders communautaires	14%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	1%	-
Organisations / comités de femmes	2%	-
Autorités locales gouvernementales	2%	-
Autorités locales (police, militaires)	2%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

	EM (% de ménages)	IC
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	34%	-
Boite à plaintes	44%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	45%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	9%	-
SMS	3%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	1%	-
Crieurs publics avec mégaphones	5%	-
Au travers des leaders communautaires	13%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	1%	-
Organisations / comités de femmes	1%	-
Autorités locales gouvernementales	3%	-
Autorités locales (police, militaires)	2%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-

Analyse AAP

Ces données indiquent que la préférence principale des ménages enquêtés pour bénéficier d'une assistance humanitaire est une assistance en nature, avec 71% préférant ce mode. Ensuite, 55% ont exprimé une préférence pour recevoir directement de l'argent en espèces, tandis que 13% préfèrent le transfert d'argent. Les besoins prioritaires identifiés par les ménages enquêtés sont l'appui en AME et EHA, suivis de la santé, nutrition et abri.

Les enquêtes révèlent que 69% affirment n'avoir reçu aucune assistance. Parmi ceux qui ont reçu de l'aide, la distribution de vivres est la plus citée (21%), suivie des articles ménagers essentiels (16%), de l'EHA (15%), de l'appui en prise en charge nutritionnelle (14%) et de l'abri (12%). Moins de ménages ont bénéficié d'assistance en éducation (1%) et en protection (2%). Pour ce qui est des besoins prioritaires en information, la majorité des enquêtés veulent être informés sur où recevoir de l'assistance en cas de besoin (67%) et comment s'enregistrer pour en bénéficier (67%).

En ce qui concerne les moyens préférés pour recevoir des informations sur l'aide humanitaire, la majorité préfère le face à face directement avec un travailleur humanitaire (71%), suivi par le téléphone (26%). Les leaders communautaires sont également un canal préféré pour certaines personnes (14%).

Conclusions générales et commentaires

Les affrontements entre le M23 et les FARDC ont entraîné des déplacements massifs de populations vers des zones sécurisées, paralysant les activités humanitaires dans le territoire de Masisi. Les besoins des populations déplacées sont vastes et urgents, nécessitant une intervention humanitaire coordonnée et adaptée.

En guise de conclusion, quelques notes ont été soulevées, notamment :

- Il y a une disparité significative entre les données d'enquêtes ménages et celles rapportées par les informateurs clés.
- Des taux élevés de malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes/allaitantes ont été signalés.
- La majorité des déplacés vivent dans des abris d'urgence surpeuplés et précaires.
- Les déplacés rencontrent des difficultés d'accès à la nourriture et aux moyens de subsistance.
- Une grande privation d'articles ménagers essentiels a été observée parmi les déplacés.
- L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux pratiques d'hygiène est insuffisant, augmentant les risques de maladies.
- Les déplacés ont un accès limité aux services de santé, aggravant les problèmes de santé existants.
- Les obstacles à l'accès à l'éducation pour les enfants déplacés sont nombreux, y compris le manque d'écoles fonctionnelles et l'occupation des écoles par des forces armées.
- Des personnes handicapées sont présentes parmi les déplacés, et des incidents de violence basée sur le genre ont été signalés.
- Les besoins prioritaires identifiés par les déplacés incluent l'assistance en AME et EHA, la santé, la nutrition et l'abri.

En résumé, une approche holistique et multisectorielle est nécessaire pour répondre aux besoins variés et urgents des populations déplacées dans la région de Sake. Une coordination efficace entre les organisations humanitaires, les autorités locales et les communautés hôtes est essentielle pour garantir une réponse humanitaire efficace et durable.

Recommandations

- Renforcer les programmes de nutrition et augmenter l'accès aux services de santé pour les populations déplacées.
- Fournir des abris sûrs et adéquats pour répondre aux besoins de logement des déplacés.
- Mettre en place des interventions visant à améliorer l'accès à la nourriture, diversifier les sources de revenus et renforcer la sécurité alimentaire.
- Fournir aux ménages les articles de base pour assurer leur dignité et leur confort.
- Améliorer l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, ainsi que promouvoir les pratiques d'hygiène.
- Renforcer l'accès aux soins de santé et garantir un approvisionnement adéquat en médicaments.
- Assurer l'accès à l'éducation pour tous les enfants déplacés en réhabilitant les écoles et en fournissant un environnement sûr pour l'apprentissage.
- Mettre en place des mesures de protection pour les populations vulnérables et renforcer les mécanismes de prévention et de réponse aux violences.
- Mettre en place des mécanismes efficaces de rétroaction et de redevabilité pour répondre aux besoins des déplacés et améliorer la qualité de l'assistance humanitaire.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limitée » et > 42 pour une consommation « acceptable ».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - <= 18 pour une situation « limitée » et > 19 pour une situation « pauvre ».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)